

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le temps des colonies

La Guadeloupe nous montre la voie !

- Social -

Date de mise en ligne : jeudi 12 mars 2009

Démocratie & Socialisme

Quelques jours après la grève réussie du 29 janvier et peu après la curée politico-médiatique qui a entouré le mouvement des cheminots de Saint-Lazare, dont « les médias français se sont fait l'écho avec beaucoup d'insistance [...], il est étrange de constater le silence relatif qui entoure la grève générale en Guadeloupe »... Alors tout a commencé le 20 janvier, ils ont été très peu à rendre compte de ce mouvement unitaire alors même qu'il s'approfondissait de jour en jour. Parallèle à la mobilisation métropolitaine il a pourtant l'avantage d'être revendicatif et illimité dans le temps, et il est conscient que, face à ce gouvernement de guerre sociale, seul un rapport de force durable peut faire pencher la balance du côté des salariés.

Le mouvement de grève a été lancé dès le 20 janvier par des organisations syndicales qui n'ont pas attendu le feu vert de leurs directions nationales, vu l'ampleur du malaise local. Les Antilles françaises subissent en effet de plein fouet le phénomène de "vie chère", ce mal endémique que toutes les composantes de l'opposition reconnaissent comme l'ennemi public n° 1. Ainsi, s'est créé le collectif "Lyannaj Kont Pwofitasyon" (rassemblement contre les profiteurs), qui regroupe aux côtés des confédérations syndicales, les puissants syndicats indépendantistes guadeloupéens, les partis de gauche et des mouvements culturels créoles à l'influence grandissante.

La plateforme du collectif unitaire tient en 4 pages et, parmi les 126 propositions faites, celle qui exige d'augmenter le SMIC et les minima sociaux de 200 euros, est sans conteste la plus emblématique, tant le problème de la précarité se pose dans les départements antillais. Ce mouvement est devenu historique, car la mobilisation a atteint 100 000 manifestants sur une population de 450 000 : piquets de grève, blocage de l'île réalisé sans aucune violence (ce que même les observateurs "respectables" sont obligés de reconnaître), démonstrations populaires qui ont atteint 60 000 travailleurs dès le 30 janvier (à titre de comparaison, Pointe-à-Pitre ne dépasse guère les 20 000 habitants) et contrôle démocratique des salariés, puisque les négociations avec les pouvoirs publics sont retransmis en direct à la télévision... La mobilisation des Guadeloupéens est un mouvement majoritaire, démocratique, responsable, bref, tout ce que la presse aux ordres exècre. Pas étonnant que le silence radio soit de mise !

La revendication qui fait fuir le secrétaire d'Etat à l'Outre Mer et fait frémir le gouvernement c'est « 200 euros pour tout le monde, tout de suite, maintenant » ! Pourquoi Yves Jégo se serait envolé en vitesse, une fois prévenu de cet accord conclu entre le collectif unitaire et le patronat de l'île, si ce n'est parce qu'il en avait peur ? Le séjour opportun du larbin de Sarkozy à la Réunion n'a abusé personne. Cette pitoyable diversion avait simplement pour but de faire pourrir le mouvement qui secoue les Antilles. Car 200 euros à Pointe-à-Pitre aujourd'hui, ce n'est pas seulement cela. C'est 200 euros demain en Martinique ! Après-demain, c'est 200 euros chez les ouvriers de Renault et chez ceux de Gandrange ! C'est cette contagion qui fout la frousse aux puissants de ce monde. Ils le savent : leurs pères l'ont déjà vu en 1936, et le souvenir de ce "virus" qui ravagea la France en ce beau mois de mai 1968 les réveille encore la nuit...

En soutien à la grève générale guadeloupéenne, un appel martiniquais a déjà suscité une manifestation massive, qui s'est tenue à Fort-de-France le 2 février dernier. « 200 euros pour tous les salariés, c'est le mot d'ordre unifiant », le sésame à même de mobiliser définitivement notre camp social. Les sarkozistes cherchent encore à nous vendre jusqu'à plus soif leur "relance par l'investissement", alors que la plupart de ces projets étaient déjà dans les cartons depuis des mois. Nous, nous défendons la seule relance possible, la relance par la hausse du pouvoir d'achat, car la consommation des salariés est la seule stimulation, dans un monde où celle des rentiers est insuffisante et où l'endettement des ménages est devenu une fable pour enfants.

Il est de notre responsabilité à tous de diffuser ce mot d'ordre, de défendre cette revendication qui donne confiance à notre classe et affaiblit le camp d'en face, comme les "8 heures" l'ont fait il y a un siècle.

Mais les lendemains qui chantent ne sont pas forcément assurés. Plusieurs appels antillais dénoncent à juste titre l'arrivée dans l'île de 4000 militaires/ gendarmes/CRS, armés jusqu'aux dents. Des chars d'assauts, des minutions,

La Guadeloupe nous montre la voie !

des cercueils en plastique, des vivres ont également été acheminés en même temps que ces forces de répression". Depuis le départ de Jégo, le préfet a quitté la table des négociations, en menaçant les dirigeants du mouvement...

Il faut soutenir la grève générale antillaise, car elle peut nous montrer la voie ! La seule solution est de prendre les devants afin que la revendication des 200 euros fasse tâche d'huile. D'ailleurs, qu'ils osent toucher à un cheveu de nos camarades, et ce sera l'explosion générale !

Jean-François Claudon 13/02/09